

LA CHINE HORS LES MURS

LETTRE D'INFORMATION BIMESTRIELLE



SOMMAIRE

Editorial : congrès et anniversaires, par Paul Clerc-Renaud2
Bilan prospectif: dix ans de Chine "hors les murs", par Christophe Granier3
Les investissements chinois en PACAC plutôt à la baisse, par Gaëlle Picut11
Dossier : le secteur automobile
• Batteries, véhicules électriques : vers une domination chinoise ? Par Jacques Manlay13
Présentation de l'entreprise XPENG, par le Comité France-Chine
Dernières nouvelles des relations franco-chinoises, par le Comité France-Chine17
Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise, par Paul Clerc-Renaud



EDITORIAL

Congrès et anniversaires

par Paul Clerc-Renaud, CCE Nice Côte d'Azur

Nous avons retardé la parution de notre lettre la CHLM pour nous rapprocher de deux évènements de portée mondiale qui marquent ce mois d'octobre 2022 : le **20e congrès du PCC** qui s'ouvre le 16 octobre à Pékin et **le Mondial des CCE** qui se déroule du 19 au 21 octobre à Monaco et à Nice. Par ailleurs, nous célébrons concomitamment **le 50e numéro de notre lettre de la Chine Hors les Murs** et **le dixième anniversaire de sa genèse** avec le lancement fin 2012 de l'étude concernant la Chine Hors les Murs auprès de tous les comités sous l'égide de la Commission Asie-Pacifique du CNCCEF.

Christophe Granier, qui en fut l'un des principaux initiateurs retrace le chemin parcouru par la Chine au cours de cette décennie fatidique.

Gaëlle Picut, qui apporte son expérience journalistique à notre lettre, a par ailleurs fait le point sur les présences chinoises dans la région Sud PACAC qui accueille le Mondial, avec l'aide de Business France, du Hong Kong Trade Development Council et des CCE et investisseurs chinois de la région qu'elle a pu interviewer.

L'un des développements les plus spectaculaires et stratégiques de ces dix dernières années est celui du secteur automobile en Chine. Non seulement du fait de la taille de son marché mais aussi de la prise de contrôle accélérée par des entreprises chinoises de toute la chaine de valeur des véhicules électriques, depuis les matières premières (lithium, cobalt, nickel, graphite, terres rares) jusqu'à la production des batteries et l'assemblage des véhicules en passant par les semiconducteurs, capteurs et l'intelligence artificielle nécessaires au bon fonctionnement des véhicules électriques et autonomes.

Fin juin, le parc chinois de véhicules à énergie nouvelle (électriques, hybrides et à hydrogène) dépassait déjà les 10 millions. Les ventes de véhicules électriques en Chine en 2021 étaient de 3.5M représentant 53% des ventes mondiales (contre 33% pour l'Europe et 9.3% pour les USA). Sur le premier semestre de 2022, les livraisons du constructeur chinois intégré BYD ont atteint 641.000 véhicules, dépassant celles du leader mondial TESLA.

Sur les 6 premiers mois de 2022, la part de l'électrique dans les nouvelles immatriculations chinoises est de 25% et McKinsey prévoit que cette part atteindra en Chine 57% en 2030 (mais aussi 60% en Europe et 45% aux USA.).

On voit donc l'énormité du défi et des opportunités que cachent ces chiffres pour les acteurs existants et nouveaux du secteur.

L'article de Jacques Manlay décrit cette percée des acteurs chinois et souligne les difficultés pour l'Europe de se constituer une chaine de valeur indépendante permettant de répondre à la demande prévue en particulier pour les batteries dont la part dans le coût du véhicule électrique est prépondérante

Le Comité France Chine passe au scanner le cas de la société XPeng, emblématique des nombreuses start ups aux ambitions exportatrices dont la stratégie d'expansion en Europe se met en place.

Nous espérons contribuer ainsi à alimenter les débats lors du Mondial des CCE à défaut de pouvoir infléchir ceux du PCC dont nous suivrons cependant attentivement le déroulement et les conclusions.

L'équipe de la Chine Hors les Murs :

Paul Clerc-Renaud, CCE Nice Côte d'Azur

Olivier Le Baube, CCE Paris

Christophe Granier, CCE Occitanie

Relecture et mise en page : Gaëlle Picut

Le contenu des articles de cette lettre ainsi que les informations et les opinions qui y sont exprimées sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du comité éditorial ni celle du Comité national des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ou de ses membres. Ni le Comité National ni ses membres ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation faite du contenu de ces articles.



BILAN PROSPECTIF: DIX ANS DE CHINE "HORS LES MURS"

PAR CHRISTOPHE GRANIER, CCE OCCITANIE

En octobre 2012 commençait la préparation de l'enquête mondiale lancée par le Comité National auprès du réseau des Conseillers du Commerce Extérieur de la France. Collationnée durant l'année qui a suivi, cette enquête a donné lieu à la publication en février 2014 du rapport « La Chine hors les murs » puis généré la présente Lettre bimestrielle régulière.

Nous tenons à remercier les 75 contributeurs historiques qui au total ont fait vivre notre Lettre en écrivant les quelques 200 articles, éditoriaux, études et tribunes parus, ainsi que notre partenaire depuis septembre 2017, le Comité France-Chine qui, outre le collationnement des informations concernant les relations franco-chinoises, a dressé le portrait d'une quarantaine de sociétés et groupes chinois internationalisés.

A quelques jours du XXe Congrès du Parti Communiste Chinois qui devrait confirmer le troisième mandat du Président Xi et donc l'évolution constitutionnelle qu'il a initiée, il est intéressant de tenter de résumer en quoi les dix années écoulées ont changé la face de la Chine et son image à l'étranger. Cet essai de bilan décennal adopte le même plan que le dernier exercice de ce style, réalisé pour la « Lettre » n° 30 de juillet 2019.

Une échéance importante pour un résultat parfois mitigé



Lorsque le XXe congrès du Parti Communiste Chinois s'ouvrira le 16 octobre, les spectateurs immédiats comme les commentateurs du monde entier essaieront de lire dans les feuilles de thé le devenir politique des dirigeants anciens et à venir, mais manqueront de critères objectifs pour juger du passé récent et des dix ans de gouvernance du président Xi Jinping. Par tradition historique et acculturation aux standards américains, la réussite économique est souvent le meilleur argument des hommes de pouvoir pour asseoir une nouvelle domination et, mutatis mutandis, pour les peuples de juger leurs dirigeants.

La Chine n'échappe pas à cette tendance, à la nuance près qu'ayant

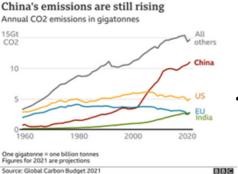
démarré de très bas, elle peut s'enorgueillir d'une croissance remarquable sur le long terme. Les ratés récents, qu'ils soient dus à des crises ponctuelles (Covid), à des causes plus profondes de management économique (immobilier, chômage des jeunes) ou à des éléments extérieurs (sanctions américaines, crises taiwanaise et ukrainienne) marquent ils le début d'un renversement de tendance ? Il est sans doute trop tôt pour le dire, mais toujours est-il qu'ils apparaissent malencontreusement à une période d'avant-Congrès propice aux jugements d'actions passées.

- La gestion de la pandémie, quasi-unique au monde par son caractère coercitif, « utilisant le couteau à vache pour tuer le poulet » de l'aveu même des autorités, a mis tour à tour plusieurs régions de Chine à l'arrêt; elle a accéléré un ralentissement de la croissance, déjà perceptible mais dissimulé derrière les avantages que le pays a su tirer de ce même évènement mondialisé (production de masques, équipements médicaux et vaccins, remplacement de fournisseurs confinés).
- Résultat de nombreuses années de surchauffe, la crise immobilière actuelle ne se résoudra pas aussi aisément que la faillite acceptée de promoteurs majeurs pouvait le laisser envisager. Ses conséquences sociales sont déjà visibles : la vente d'appartements neufs a baissé pendant 14 mois consécutifs, les prix pendant 12 mois, 10% d'appartements en chantier risquent de ne pas être terminés et 2,5 millions de ménages sont affectés. Les difficultés d'établissements de crédit peu regardants ne font qu'envenimer le ressentiment de classes sociales revendicatives.
- Plus de 19% des urbains de 16 à 24 ans sont désormais sans emploi, soit deux fois plus que lors de la première publication de cet indice il y a quatre ans. Bien que plusieurs facteurs exceptionnels y concourent, cet ilot potentiellement dangereux de mécontentement a fait l'objet d'une intervention rare du Premier Ministre Li Keqiang, qualifiant cette situation de « très grave » au moment où de nouveaux diplômés se présentent sur le marché.
- Les sanctions américaines présentes et à venir influent marginalement sur le système économique chinois, mais peuvent avoir un effet indirect non négligeable quand d'autres pays stratégiques comme l'Australie les appliquent à leur tour. La récente crise de Taiwan n'a fait que raviver cette animosité croissante qui pèsera pour de nombreuses années sur les relations entre les deux grandes puissances planétaires. Enfin, la crise énergétique mondiale déclenchée par l'opération russe en Ukraine affecte la Chine au même titre que bien d'autres nations. Conséquence directe ou indirecte : les principaux indices mensuels chinois d'activité (ventes de détail, consommation d'énergie, production et marges industrielles, investissements productifs) convergent vers le bas.

Une économie en mutation constante

En dehors des facteurs ci-dessus que l'on peut à la limite qualifier de conjoncturels, la structure même de l'économie chinoise est en train d'évoluer sous nos yeux.

• A tout "senior" tout honneur. Le rapide vieillissement de la population chinoise n'est plus à mettre en doute et c'est le défi le plus important que le Nouvel Empire du Milieu doit relever. Avec une croissance officielle quasi nulle (0.3% par an), la Chine ne représente plus que 17,5% de la population mondiale contre 20% il y a 10 ans. Faire de cet affaiblissement une opportunité économique constitue depuis quelques années un élément du discours de certains dirigeants, mais cela demandera un ajustement d'importance dans un terme assez court pour éviter que l'aphorisme célèbre selon lequel la Chine sera vieille avant d'être riche devienne une réalité.



Source: Global Carbon Budget 2021

- Malgré un ralentissement de la hausse des émissions, le développement économique des dernières années (y compris durant la pandémie de Covid) s'est effectué au détriment d'un environnement naturel aujourd'hui en péril. Au-delà des accords signés, Pékin doit tenir son engagement récent de décarboner totalement son économie en 2060. Le chantier est gigantesque mais certains pensent ici aussi que les opportunités générées pourraient équilibrer le coût de ce défi.
 - Corollaire transversal des deux éléments structurels précédents, la migration de l'économie chinoise de sa position de leader mondial écrasant en matière de manufacture (30%) vers une société productrice de services est entamée. Elle a déjà fait son chemin dans les esprits mais son architecture pêche encore par isolement et manque de formation. L'attrait traditionnel des étudiants (et maîtres) chinois vers la technologie et l'ingénierie a retardé tout en l'aidant cette migration qui s'opère cependant sans trop de heurts.

Cet environnement aide à mieux comprendre pourquoi les dirigeants chinois, suivis en cela par de nombreux commentateurs, semblent accorder aujourd'hui beaucoup moins d'importance à l'évolution en masse du produit intérieur brut et privilégient pour l'avenir son aspect qualitatif. Élégante pirouette diront certains, venant d'un État qui semblait définitivement converti à cette religion de la croissance, mais l'occasion fait le larron, surtout quand elle est bonne.

L'"équipe" de direction actuelle n'est, aux dires de tous les commentateurs, pas menacée au Congrès ; qu'elle soit renouvelée en profondeur ou a minima, elle risque seulement d'être à court terme (un à deux ans) observée à la loupe et jugée sur ses actes. La définition d'une nouvelle politique économique pourrait, comme c'est l'habitude, servir d'emplâtre aux problèmes les plus aigus mais les anciennes recettes de relance par la consommation intérieure et l'investissement massif en infrastructures persisteront même si elles commencent à perdre de leur efficacité. Il faut innover, et l'outil productif chinois a toujours su jusqu'à présent s'adapter assez rapidement aux évolutions majeures.

Si l'on recentre nos regards sur l'objet premier de la Chine « hors les murs », l'un des changements les plus significatifs des années récentes est la nouvelle dépendance / attirance de la Chine vis-à-vis du monde extérieur. Tout en participant intimement à l'évolution intérieure du pays, c'est ce domaine qui a connu les changements les plus marquants.

Le cadre : une mondialisation personnalisée

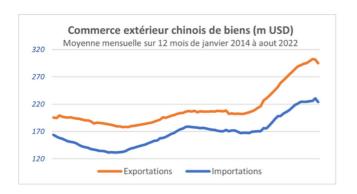
Pour reprendre une image bien connue des Conseillers, la mondialisation chinoise s'est généralement effectuée en meute, mais avec des moyens très inégaux selon les acteurs concernés, malgré ou à cause des aides non négligeables des autorités de Pékin. Dans ce joyeux chaos des débuts, quelques couacs retentissants ont amené le Gouvernement à remettre un ordre qu'il n'avait jamais renié, bien au contraire. Dix ans après, on peut donc conclure que la mondialisation est celle d'un complexe politico-économique très étroitement dirigé et solidaire et qu'il ne faut plus chercher de responsabilité personnelle ou privée tant la récupération de certains succès par China Inc. a été efficace. La personnalisation du pouvoir à Pékin doit faire attribuer le bilan de la mondialisation – quel qu'il soit – à l'équipe dirigeante si on peut parler d'équipe. A l'heure des "démocratures", la centralisation du système chinois est sans doute unique au monde puisqu'en-deçà des 2 000 délégués au Congrès, seuls les 205 membres permanents du Comité Central du PCC (soit 1 pour 7 millions de citoyens) ont le droit nominal d'émettre par vote une opinion sur la façon dont le pays est gouverné.

Le commerce extérieur : alpha et oméga

A l'instar du Japon et de la Corée avant elle, c'est par et pour les exportations de biens que la Chine a commencé sa mue en puissance mondiale. Grâce à deux générations d'ouvriers nombreux et dociles, l'appareil productif a tourné à plein régime pour conquérir puis cultiver des marchés autour de la planète et l'infrastructure sous-jacente a suivi (transports, courtiers et entrepôts). Le besoin en matières premières et le réinvestissement des revenus de ce commerce a entraîné à sa suite le développement des importations, à un rythme soutenu jusqu'aux années 2010 ; année depuis laquelle un tassement à un niveau élevé est à signaler, correspondant à une montée en gamme des produits échangés. La querelle commerciale avec les Etats-Unis - premier client - a fait frémir les importations chinoises sans entraîner une tendance durable, tandis que les deux dernières années ont enregistré une envolée des deux courbes, à la surprise de nombreux



observateurs et au mépris des conséquences logiques d'une fermeture mondiale consécutive à la pandémie. La crise du Covid a renforcé la position de la Chine, qui représentait fin 2021 15% des exportations mondiales contre 13% fin 2019, tandis que l'Allemagne et Etats Unis voyaient leurs parts respectives s'effriter notablement.



Cette belle mécanique est-elle susceptible de s'enrayer subitement ? Les statistiques des deux derniers mois pourraient le laisser penser, mais il est trop tôt pour l'affirmer, et l'acquis est confortable.

La place prise par la Chine dans le commerce mondial rend ses grands partenaires dépendants. Si leur déficit commercial cumulé avec Pékin est aujourd'hui supérieur à leurs exportations, les 27 pays de l'Union Européenne ont quintuplé ces exportations au cours de la décennie 2000 et les ont encore doublé au cours de la décennie 2010 ; on ne se fâche pas avec un tel client (750md EUR d'échanges annuels).

Tandis que la nature des biens échangés variait de façon notable au cours des années (exception faite des importations d'énergie et de matières premières), la politique extérieure chinoise n'a jamais failli au soutien des échanges commerciaux du pays avec l'extérieur. Il est douteux que cette activité vitale perde un jour son rang de préoccupation de premier ordre et la conclusion récente de nouveaux accords de libre-échange en est la preuve.

Côté services, la vie est moins rose, et le déficit permanent depuis toujours a du mal à se résorber. Il reste cependant faible et le poids de ce commerce dans le produit national chinois reste mineur sans être négligeable : entre 5 et 4% au cours de la décennie écoulée, à comparer à 25 puis 20% pour les exportations de biens.

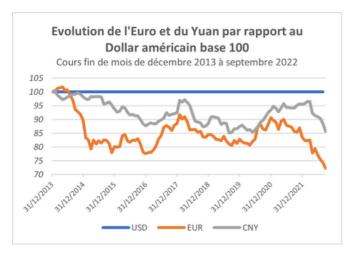
Le nerf de la guerre : une monnaie en quête d'ancrage

Les excédents nets cumulés ont permis à Pékin de constituer un trésor de guerre exemplaire, de loin le plus étoffé parmi les nations mondiales. Suivies avec attention par la communauté internationale, les réserves en devises de Pékin sont en partie manipulées mais leur solidité parait inébranlable.

Après un record absolu de 4000md USD en janvier 2014, les réserves gérées par la SAFE ont chuté fin 2016 autour de 3000md USD mais n'ont plus bougé depuis de façon significative. Pour maintenir leur niveau, le gouvernement emploie des mesures parfois expéditives (limitation de la dotation des touristes) et joue sur un poste « erreurs et omissions » de taille variable, constitué en majorité de la part non rapatriée des revenus en devises.



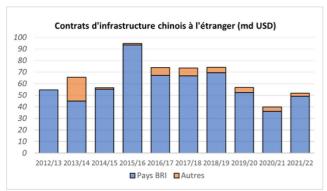
Originellement réinvesties de préférence en titres de dette des Etats-Unis, ces réserves ont tendance – surtout depuis les querelles commerciales Xi-Trump – à inclure d'autres monnaies et voir leurs supports se diversifier. Après avoir dépassé le Japon comme premier détenteur de dette américaine, la Chine a repris sa 2e place avec 1000md de « Treasury Bonds » en portefeuille, correspondant à plus de 13% des émissions américaines totales. A titre de comparaison, les investisseurs étrangers détiennent fin juillet 2022 340md USD de titres gouvernementaux chinois.



Côté changes, la décennie écoulée a été celle du roi-dollar. Il suffit pour s'en rendre compte de comparer les évolutions du Yuan Renminbi (CNY) et de l'Euro, qui ont suivi la même tendance baissière globale jusqu'à diverger récemment à la suite de la crise ukrainienne. Depuis janvier 2014, la monnaie chinoise a perdu 15% pendant que l'Euro perdait 28% sur la même période. En la matière, l'avantage compétitif de la Chine sur le marché européen n'a jamais été significatif. Si les réserves en devises de Pékin ci-dessus ont jusqu'ici sauvegardé la valeur de la monnaie chinoise par rapport à la majorité des devises mondiales, le décrochage récent ne semble plus considéré comme conjoncturel par les autorités monétaires de Pékin, qui recommencent – dans une rhétorique que l'on croyait disparue – à reprocher aux entreprises de jouer la spéculation antipatriotique.

Pas d'évolution par ailleurs pour l'usage du Yuan Renminbi dans les transactions internationales, limité entre 2% et 2,5% du règlement des opérations commerciales internationales. Les évolutions les plus récentes préparant une « zone Yuan » ou une internationalisation croissante de la monnaie chinoise rassemblent de nouveaux accords de compensation (Laos, Kazakhstan), l'utilisation (conjoncturelle ?) du CNY comme monnaie de prêt par les deux plus grandes banques russes Sberbank et VTB Bank, l'émission d'obligations souveraines de pays à revenu moyen (l'Egypte songe à émettre 500m USD de bons libellés en CNY), l'éclosion de la monnaie digitale nationale sous l'égide de la People's Bank of China et, à la marge, l'utilisation en lente augmentation de la monnaie chinoise dans les réserves des banques centrales des pays intermédiaires en Asie comme en Afrique. Le CNY représente fin juin 2022 2,88% des réserves mondiales en devises.

Les contrats d'infrastructure : une spécialité en voie d'essoufflement



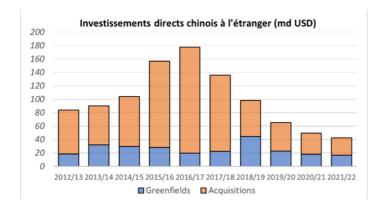
La deuxième étape importante de la mondialisation de la Chine a été sans conteste la réalisation par ses sociétés de construction et d'ingénierie de contrats de travaux publics et de construction d'usage diversifié. Sur les dix ans écoulés de juillet 2012 à juin 2022, 1433 opérations de plus de 100m USD de valeur unitaire ont été recensées par l'American Enterprise Institute (source extérieure objective et volontiers critique) pour une valeur cumulée de 640md USD. Leur distribution annuelle montre une évolution heurtée, sensible aux chocs conjoncturels comme la pandémie de Covid de 2019 à 2021. Un élément équilibrant notable est (ou a été) au

long de la période, la capacité de financement, soutien fidèle des organismes chinois d'aide au développement (China Development Bank, Eximbank of China, Silk Road Fund, AIIB) et des grandes banques nationales. A partir d'octobre 2013, le lancement de l'initiative des nouvelles routes de la soie (BRI) permet de juger de la direction géographique préférentielle que prennent ces contrats d'infrastructure – bien que leur labellisation en projets BRI soit parfois abusive. Les secteurs de l'énergie et du ferroviaire prédominent, et le projet le plus important en valeur nominale concerne une centrale nucléaire au Pakistan pour un montant approchant 10md USD en septembre 2015, devant un projet gazier de 7m USD au Turkménistan en août 2021, ces deux opérations participant au résultat partiellement erratique des deux années concernées. Sous-tendue par des raisons multiples (réticences politiques, défauts de paiement), la baisse relative récente des nouveaux contrats d'infrastructure a été confirmée en août par le Ministère du Commerce (-6,2% pour les contrats de construction en base annuelle, du jamais vu depuis 2018). Elle n'est une bonne nouvelle pour personne, les programmes alternatifs d'aide aux pays bénéficiaires par les pays « occidentaux » n'ayant pas atteint leur vitesse de croisière.

Les investissements directs à l'étranger : un changement brutal de tendance

Cinq années de hausse suivies par cinq années de baisse. Les deux mandats successifs de Xi Jinping à la tête du pays sont loin de se ressembler en ce qui concerne l'un des marqueurs les plus sensibles de l'expansion de la Chine hors de ses

frontières.



Si le protectionnisme nouveau des pays récepteurs vis-àvis des investissements chinois a joué pour beaucoup dans le repli régulier des prises de contrôle et de participation, un ralentissement autoritaire décrété au cas par cas par un pouvoir domestique sourcilleux a également influé sur l'humeur des investisseurs, passés d'un optimisme risqué à une aversion sélective. Plus significative est la part croissante des opérations de greenfield (créations à partir de zéro) pour 30 à 35% des dossiers récents, conséquence logique de la raréfaction des autres opportunités et de la montée en gamme de l'industrie chinoise avec la multiplication d'implantations avancées technologies (batteries, électriques). Par voie de conséquence, le caractère prédateur des investisseurs chinois, volontiers accusés de vol de technologies clés-en-main, a de moins en moins tendance à se vérifier.

Historiquement, la plus importante opération de la décennie reste l'acquisition du chimiste suisse Syngenta par ChinaChem en juin 2017 (43md USD) devant celle du pétrolier canadien Nexen par CNOOC en décembre 2012 (15md). Les 1525 opérations de plus de 100m USD chacune sélectionnées par l'American Enterprise Institute sur 10 ans extériorisent un montant unitaire moyen de 660m USD avec une récente tendance à la baisse en nombre comme en valeur.

Know-how et Soft Power

Il est toujours malaisé de chiffrer une évolution dans le vaste secteur du « soft-power » ou plus simplement de l'influence.

- Si l'Australie et le Royaume Uni conservent malgré la pandémie la majeure partie de la précieuse clientèle des étudiants chinois, les Etats-Unis leur accordent 2 fois moins de visas au ler semestre 2022 après une baisse de 14% en 2021. Leur augmentation cumulée au Royaume Uni depuis 2017 (+34%) a récemment déterminé une mise en garde solennelle de l'establishment politique conservateur malgré l'intérêt évident du pays (les étudiants étrangers payent 3 fois plus cher leurs études que les Britanniques). Avec une féminisation accélérée, l'Australie a constaté une baisse récente (-13%) et la réaction politique est là aussi globalement négative.
- A l'inverse, suite aux mesures draconiennes anti-pandémie, le nombre d'étudiants étrangers en Chine est loin d'atteindre à nouveau son niveau optimum de 2018 (quasiment 500 000 étudiants).
- Devant assurer selon Li Changchun du Comité Central du PCC (retraité en 2012) « une part importante du dispositif de propagande de la Chine à l'étranger », les instituts Confucius ont vu leur image décliner au cours de la décennie. Des pays comme l'Australie et la Suède ont totalement abandonné le programme et leur nombre plafonne actuellement à 500 unités, soit toujours plus que l'Alliance Française ou le British Council. Selon deux rapports français, du Sénat et de l'IRSEM, les instituts Confucius font partie intégrante de la stratégie de Front Uni du Parti communiste chinois visant à influencer ou contrôler des groupes et individus afin de faire avancer ses intérêts.
- La recherche a récemment obtenu de très bons résultats en Chine, passant du domaine technologie et construction (mines, travaux publics, électricité, télécoms) à d'autres plus spécialisés (santé, électrotechnique, nucléaire). Au dernier classement de la revue Nature, l'Académie chinoise des sciences (CAS) détrône Harvard comme premier centre de recherche mondial. Le nombre de brevets déposés par des entités chinoises s'est développé de façon notable (jusqu'à 84% dans la technologie blockchain) et, selon un institut japonais reconnu cité par la revue Science, la Chine, leader en nombre de publications scientifiques depuis 2016, est devenue en 2021 le premier pays pour le nombre de publications les plus citées, c'est-à-dire montrant le plus de caractère innovatif.



- A mi-chemin entre la recherche pure et l'emprise technologique, les opérations d'exploration / exploitation des trois frontières que sont les océans, les pôles et l'espace ont connu au cours des dix dernières années un développement spectaculaire. La réglementation des deux premiers secteurs devrait connaître bientôt une clarification mais il est douteux que la Chine, déjà opposée aux anciens traités dans le domaine, accepte ce qu'elle considèrera comme un nouveau diktat des anciennes puissances coloniales. L'espace pose un autre problème, tout aussi critique au niveau stratégique lorsqu'il s'agit de réseaux satellitaires à usage de communication et potentiellement militarisé.
- La taille de sa population fait de la Chine la base de données la plus massive au monde pour l'expérimentation des techniques d'intelligence artificielle. Ce vaste domaine est une extension des technologies de l'information, dans lesquelles la Chine excelle depuis de nombreuses années, créant des champions technologiques dans le secteur des drones (DJI), du véhicule sans chauffeur ou de la surveillance (Hikvision), euphémisée sous le vocable de ville intelligente. Devant les menaces d'intrusion politique, la concurrence a ouvert une guerre planétaire secondaire, les Etats Unis tentant d'interdire à la Chine l'accès aux circuits intégrés les plus performants à base de semiconducteurs, nécessaires à l'équipement des outils nécessaires à la communication et à la robotisation miniaturisée.
- De la théorie à la pratique usuelle, il est logique que des acteurs importants spécialisés dans les nouvelles technologies soient apparus sur le marché intérieur chinois protégé, puis essaimé rapidement à l'étranger. Si le développement jugé trop rapide et sans frein des BATX GAFA chinois a déterminé une réaction gouvernementale de restriction bien connue dans d'autres domaines économiques, la capacité d'innovation a entraîné la création de groupes capables de fédérer une clientèle de jeunes avides de nouveauté. Le groupe Bytedance a ainsi su tailler des croupières à ses concurrents pour devenir de 2e acteur mondial derrière YouTube et devant Instagram : selon une récente étude de Pew, l'usage de TikTok chez les adolescents américains (67%) est en forte hausse.

Verra-t-on à court terme l'émergence d'un « modèle chinois » culturel dans une large partie du monde ? Rien n'est moins sûr au vu des pressions politiques et de la relative autosatisfaction condescendante que certains leaders d'opinion chinois affichent, parfois involontairement. L'impact des artistes et influenceurs chinois se limite au territoire domestique à de rares exceptions près, les Chinois eux-mêmes restant friands des nouveautés occidentales, coréennes et japonaises. L'image de la Chine se fraie un difficile passage en matière de mode et de luxe, avant tout autocentré, mais des exceptions sont à noter pour certains services digitaux comme l'application de prêt-à-porter à succès Shein et dans l'économie de partage où des champions internationaux chinois sont apparus, en sortant parfois des standards nationaux.

Influence tangible : les ratés du rouleau compresseur

L'influence « officielle » est plus facilement chiffrable que le soft-power mou.

• Le soutien financier chinois aux pays en développement est déjà ancien mais a connu au cours de la décennie un développement remarquable, faisant de Pékin le créditeur principal de la planète, avec des fortunes diverses. Les prêts à forte orientation politique de China Development Bank et China Eximbank, finançant en grande partie les projets d'infrastructure de la BRI, ont mis plusieurs pays en état de dépendance avancée, les cas du Sri Lanka, du Laos et du Pakistan étant les plus préoccupants. Suivant une tradition bien ancrée, la Chine annule officiellement (et à peu

de frais) une partie des prêts concédés, comme vient de l'annoncer fin août le ministre des Affaires Etrangères Wang Yi lors d'une réunion du FOCAC à Lagos pour 23 prêts sans intérêts à 17 pays d'Afrique.

• La diplomatie chinoise est devenue au cours de la décennie la première au monde en spectre de couverture, à égalité avec celle des Etats Unis et devant celle de la France. Les diplomates sont régulièrement mobilisés par leur ministère



pour afficher depuis 2019 la nouvelle posture dite des « loups-guerriers », terme qui rappelle le succès au box-office du film éponyme de 2017, qui met en scène l'intervention en Afrique de commandos chinois libérant de pauvres ouvriers locaux persécutés par des occidentaux mal intentionnés. Ce changement de ton a froissé plusieurs pays, à commencer par les « occidentaux » de la zone proche, australiens, coréens et japonais.

- Les aides humanitaires et médicales se sont développées, le gouvernement chinois se flattant de l'appui fondamental apporté au monde par le pays lors de la pandémie de Covid.
- La Chine est devenue le second contributeur financier au budget de l'ONU pour le maintien de la paix dans le monde, en baisse depuis 2015 mais stabilisé pour 2022. Elle a mobilisé 2 500 hommes à ce titre en 2021 et, sur 30 ans, participé à 30 opérations en mobilisant au total 50 000 hommes. Elle truste les postes de direction dans les agences de l'Organisation affaiblie qui, malgré tout, a récemment tendance à devenir critique vis-à vis de Pékin.
- Plus directement, elle a développé ponctuellement dans le cadre du soutien à ses implantations commerciales et industrielles des bases militaires avancées, avouées comme à Djibouti, hybrides comme au Bangladesh et au Sri Lanka ou plus secrètes (Corée du nord, Myanmar, Cambodge) et en projet (Pakistan, Mozambique, Angola). Le développement de ce réseau ainsi que l'occupation et l'équipement systématique des ilots de la mer de Chine du sud a entrainé la réaction compréhensible des pays des zones concernées et des rivaux mondiaux, enrayant en partie les projets en cours et à venir.

Enjeux et perspectives : une opposition transpacifique ouverte

La césure principale d'une décennie qui s'annonçait conquérante pour la Chine s'est produite peu après l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, sous l'influence de son conseiller Peter Navarro. Faisant de la concurrence de Pékin considérée

a priori comme déloyale une affaire personnelle, M Trump a semé grain à grain une discorde croissante, entraînant dans le sillage de Washington les pays occidentaux les plus inféodés. Avant lui rampante, la querelle à première dominante économique et surtout commerciale s'est développée au grand jour, exacerbée par des accusations parfois sans fondement de responsabilité de la diffusion de la pandémie de Covid et ponctuée de déclarations fracassantes auxquelles Pékin n'était pas habitué. Dans cet environnement brutal, la Chine s'est découvert une vocation de sparring-partner efficace, enchaînant coups directs et tactiques détournées. Les conséquences, désastreuses pour l'équilibre de la mondialisation, n'ont pas encore fini de propager leurs ondes de choc sur l'économie de la planète qui doit aujourd'hui entreprendre



une mutation pénible au niveau des chaînes d'approvisionnement. Déstabilisée par ce conflit trop soudain, l'Union européenne en est une victime accessoire.

Au jeu des sanctions contre sanctions, le conflit s'est envenimé, gagnant le secteur technologique puis financier. Déjà en partie blacklistés par le gouvernement américain, les groupes chinois cotés aux Etats Unis (250 environ) quittent par grappes le Board, perdant sans doute des sources précieuses de financement mais inaugurant surtout le « découplage » tant redouté. Celui-ci devrait - s'il arrive un jour à son terme - nécessiter une durée longue et concerner seulement une partie du spectre économique ; le fameux « splinternet » n'est par exemple pas près de voir le jour. Pour préparer ce jeu de dénouage complexe, Pékin n'a d'autre choix que de tisser une nouvelle toile, déjà préparée à l'avance par le biais d'initiatives lancées dans plusieurs directions géographiques :

• Les nouvelles routes de la soie (BRI), devenues un concept attrape-tout assez vague, gardent sans difficulté leur rôle d'étiquetage bénin et leur vaste spectre (147 pays), à la nuance près qu'elles conditionnent le soutien financier des établissements de crédit affiliés ou purement chinois. Les infrastructures créées à cette occasion ont déjà joué un rôle important et devraient continuer à se développer sauf si des conflits du type ukrainien viennent les interrompre. Pour ne prendre que l'exemple de la liaison ferrée transasiatique, selon la Commission nationale pour le développement et la réforme, plus de 5m de conteneurs ont été transportés jusqu'à juillet 2022 lors de 57 000 voyages et pour une valeur de 300md USD par le China-Europe Railway Express desservant 24 pays. La prochaine étape prévue est un « verdissement » des projets pour un alignement avec les exigences écologiques déclarées.



• En Asie centrale, le président Xi a réservé - après 1 000 jours de confinement volontaire - sa première visite post-Covid hors de Chine au Kazakhstan, son nouveau pivot régional d'influence. Le sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai qui a suivi à Samarkand a cherché à relancer cette association de 8 pays membres et 18 observateurs qui représentent 41% de la population et 24% du produit intérieur mondiaux mais rassemble des intérêts très divers, dont Pékin souhaiterait faire migrer l'objet du secteur sécuritaire vers une communauté d'intérêts économique. Dans cette région désormais acquise aux intérêts chinois, seul le faible Kirghizstan semble rester fidèle à Moscou et les tensions sont fortes. Au-delà de ses partenaires centrasiatiques, l'OCS devient pour Pékin délicate à piloter, tout engagement trop univoque envers l'Iran et la Turquie pouvant lui aliéner Ryad et Le Caire. Le projet de liaison (ferrée et par gazoduc) Pakafuz (Pakistan-Afghanistan-Ouzbékistan) est une résurgence ironique de l'origine de la notion moderne de « route de la soie », verbalisée début 2013 par la Secrétaire d'Etat Hilary Clinton pour cette



même liaison et détournée quelques mois plus tard par le Président Xi, jaloux de garder cette marque de fabrique pour son projet BRI. Il devrait croiser la liaison ferrée est-ouest CKU (Chine-Kirghizstan-Ouzbékistan) dont l'étude finale de réalisation a fait l'objet d'une signature officielle à la suite du sommet de Samarkand.

- L'Asie du sud reste dominée par la relation difficile entre la Chine et l'Inde. Avant le sommet de l'OCS dont l'Inde va prendre la présidence, les deux géants ont orchestré pour la première fois depuis dix ans un désengagement de leurs troupes sur la ligne de front de l'Himalaya mais restent fondamentalement opposés, New Delhi accusant Pékin de dumping et fermant les usines chinoises de téléphones portables pour aider Apple-Foxconn à se développer.
- Au Moyen Orient, le rapprochement délicat de la Chine avec l'Iran relance les projets de liaison commerciale terrestre et maritime vitale pour la République islamique et complète la nouvelle liaison méridionale vers l'ouest.
- Devenue très active sur l'échiquier planétaire, la diplomatie chinoise pousse la candidature de l'Union Africaine au G20. S'affirmant de plus en plus comme le protecteur du continent noir, Pékin a convoqué en juin une conférence de paix qui a réussi à arrêter pendant plus d'un mois les massacres de la province éthiopienne du Tigré, responsables en un trimestre de la mort de près de 400 000 personnes dans le silence assourdissant des médias. Dans le cadre de la sécurisation des ressources dont elle a besoin, Pékin vient de supprimer 98% des droits de douane sur les produits importés de 17 pays d'Afrique.

Dans tous les secteurs cités ci-dessus, Pékin se trouve en concurrence directe avec Moscou ; la lutte d'influence entre l'Ours et le Panda continue, dans une ambiance feutrée de connivence méfiante. En cas d'insuccès avéré de l'opération ukrainienne, les juteux marchés d'armement dévieront au profit de Pékin. A l'occasion du récent sommet de l'OCS, le président chinois a prodigué au président russe un soutien à peine tiède. Le pas de deux continue mais, pour l'opération « Z », la position chinoise affiche une belle constance puisqu'il est possible de réécrire aujourd'hui mot pour mot ce qui figurait dans notre toute première « Lettre de la Chine hors les murs » en juillet 2014 lors de l'abandon de la Crimée : "Les évènements intervenus en Ukraine ont porté un coup d'arrêt à l'influence mineure mais grandissante de la Chine dans ce pays. Ils pourraient entraîner une redistribution des alliances mais montrent dans un premier temps l'attachement des autorités chinoises à la doctrine du statu quo ante et au principe de l'intangibilité des frontières..."

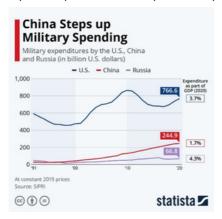
- Zone d'influence de contact avec la précédente, l'Europe de l'Est, encore récemment le théâtre de l'œuvre de sape systématique entreprise par Pékin pour dénouer l'Union européenne, va devoir faire l'objet de nouvelles approches urgentes de la Chine au moment où, à la suite de la Lituanie protestant contre le travail forcé des Ouïgours, l'Estonie et la Lettonie quittent l'association des (ex) 17+1 et ouvrent ainsi la porte à d'autres démissions.
- Un autre front d'importance est le Pacifique sud avec l'affaire de la base militaire fantôme des iles Salomon, et peut-être à terme un affrontement avec Paris autour de la Nouvelle Calédonie. Par ce chenal, Pékin pousse ses pions en direction d'une Amérique du sud convoitée où l'influence chinoise dans le cône sud a fait de grands progrès.
- Enfin, une relance inattendue du groupe des BRICS, dont mise à part une banque de développement commune la doctrine de non-alignement est le seul ciment, est venue de Moscou le 22 juin avec la proposition de M. Poutine aux abois pour créer une monnaie de réserve commune aux cinq pays de l'association qui représente 42% de la population mondiale. Pékin garde un silence prudent.

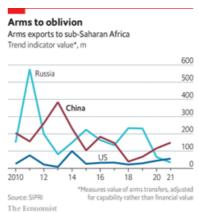
Les contre-initiatives américaines comme l'Indo Pacific Economic Framework n'en sont qu'à leurs balbutiements. Sur le plan stratégique, la quadruplette du QUAD regroupant Australie Japon et Inde autour des États-Unis, si elle a belle figure, n'a pas trop bougé depuis sa création il y a déjà 15 ans. Bien connu – et pour cause – de la France, l'AUKUS officialisé en septembre par Joe Biden devrait remplir la même mission s'il ne le remplace pas, car New Delhi a tendance à faire cavalier seul après s'être honorablement sauvé des crises mondiales du Covid et de l'Ukraine.

Un monde rétracté et surarmé?

Théâtre d'évolutions majeures, la décennie passée et les deux mandats du président Xi se terminent dans une forêt de points d'interrogation. La Chine aborde de multiples défis et, à son habitude, a préparé plusieurs fers au feu pour pouvoir y faire face.

- La délocalisation déjà effectuée et celle en chantier devrait permettre de sauver une part importante de l'outil industriel le plus performant (véhicules électriques, robots, électronique) si des sanctions rigoureuses s'appliquaient. L'effort continu d'innovation devrait continuer à porter ses fruits dans les secteurs où la Chine se place dans une position de leader indispensable : l'avance technologique d'acteurs comme BYD en matière de recyclage de composants de batteries électriques en est l'un des meilleurs exemples.
- Pour le pire, il n'existe pas de solution miracle, mais celle de facilité est entrée depuis dix ans dans les modèles de pensée du Comité Central. L'expansion ces dernières années de la force armée chinoise y compris et surtout celle de projection n'a pas d'équivalent historique en temps de « paix ».





Elle s'accompagne d'une amélioration visible dans la qualité des matériels concernés, gage d'un potentiel nouveau de puissance à l'exportation, comme le montrent les succès enregistrés dans les pays du sud comme en Afrique. Effort couronné de succès également en Asie du sud et du sud-est, la Thaïlande venant de rejoindre le Myanmar comme client assidu des armes chinoises et Pékin prenant soin de proposer à bon prix un équipement moderne aux deux pinces de la tenaille d'Asie du sud, Pakistan et Bangladesh, pour tenir en respect le voisin inamical indien.

Au moment où le « pivot to Asia » comme gisement alternatif de croissance devient le nouveau catéchisme, à Moscou comme à Washington et parfois à Bruxelles, la Chine a un rôle clé à jouer au centre de l'attention mondiale ; depuis bien longtemps, elle a pour sa part pris l'habitude de regarder vers le sud avec un œil de garde-chasse.

- Tout commence avec le projet de réunification forcée ou non de Taiwan et du continent. La Chine a fièrement mais candidement exposé sa force (et donc ses faiblesses) aux services de renseignement occidentaux lors des manœuvres récentes sensées répondre à la visite dans l'Île de la présidente de la Chambre américaine des représentants. Il reste à espérer que cette gesticulation récente se calme après l'échéance politique quinquennale et qu'une provocation de l'autre « grand » planétaire n'allume pas à nouveau la mèche. Celle-ci ne s'éteindra plus en mer de Chine du sud, où Pékin semble avoir pris ses aises. C'est certainement dans cette zone que se dessinera bientôt l'avenir géopolitique mondial risqué, et tous les acteurs concernés semblent s'y préparer à des degrés divers. Désormais bien accrochée au RCEP qui doit développer le commerce dans l'Asie du Sud-Est à la croissance prometteuse, la diplomatie de Pékin conserve comme objectif premier de débaucher sur toute la planète le maximum de pays pour soutenir sa politique annexionniste vis-à-vis de Taïwan.
- L'initiative du "Shangri La Dialogue", rencontre de haut niveau de 50 pays sur la sécurité organisée en juin 2022 à Singapour par l'Institut International pour les Études Stratégiques, a eu le mérite de renouer un certain nombre de contacts après une longue période blanche. Focalisée sur la zone de l'ASEAN élargie, la réunion a montré que les portes restaient entrebâillées, mais les États-Unis se montrent très présents en promouvant activement leur nouveau club des « Chip 4 » avec la Corée, le Japon et Taïwan, ménage à quatre délicat destiné à étrangler si possible l'approvisionnement de Pékin en circuits intégrés.
- Les périodes récentes de confinement n'ont rien arrangé sur le plan diplomatique et les dirigeants autocrates ont désormais besoin d'aérer leur paranoïa. On ne peut donc que se féliciter de l'initiative du président Joko Widodo, à l'encontre de l'opinion de chefs d'État occidentaux, d'inviter les chefs d'État de Pékin et Moscou au G20 de Bali en novembre. Les relations complexes de l'Indonésie avec la Chine, lourdes d'horreurs passées et de relations économiques indissolublement liées, peuvent constituer un marqueur dans le jeu international futur, Jakarta étant idéalement placé sur le plan stratégique et suffisamment respectable par sa taille pour jouer les bons offices dans la détente nécessaire et adoucir les complexes obsidionaux. Quoiqu'il en advienne, les grands équilibres entre puissances continuent leur transformation profonde et il est certain que les cinq ans du troisième mandat putatif du président Xi dessineront un paysage géopolitique transfiguré dans lequel la Chine désire prendre toute la place qui lui revient sinon plus.

0

Le Congrès à venir du PCC, chambre d'enregistrement nécessaire mais figurative, discutera sans doute de ces sujets fondamentaux de stratégie mondiale, mais seulement dans ses couloirs. Après dix années de résultats remarquables, la Chine est entrée depuis la dernière vague de Covid dans une zone de turbulence que même le timonier le plus expérimenté aura du mal à maîtriser ; son rôle international devra et va donc évoluer et se redéployer, dans tous les sens expansifs ou réductifs du terme.



LES INVESTISSEMENTS CHINOIS DANS LA RÉGION SUD-PACA EN BAISSE

La région Provence-Alpes Côte d'Azur a fait l'objet d'une première vague d'investissements chinois au tout début de la décennie 2010. Depuis, les liens entre la Chine et la Région Sud se poursuivent, mais les investissements chinois sont plutôt à la baisse, sans compter que le Covid a donné un coup d'arrêt aux voyages à l'international et aux échanges physiques. Globalement, ces investissements ont connu des bilans contrastés.

Selon Business France, depuis 2014, quatorze entreprises chinoises ont réalisé des investissements permettant la création ou le maintien de 236 emplois dans la région Sud-Paca.

Le Sud est la 8e région française de destination des investissements chinois (4 % des projets chinois accueillis). Ces derniers sont particulièrement orientés vers l'Île-de-France qui a reçu 50 % des investissements chinois depuis 2014. En termes d'emplois, Sud Paca est la 7ème région française avec l'accueil de 2 % des emplois créés ou maintenus par les projets chinois en France.

Les entreprises chinoises réalisent principalement des créations de sites dans la région (9 projets sur 14) et des extensions (4 projets).

Le département des Bouches du Rhône a reçu la moitié des projets chinois depuis 2014, les Alpes-Maritimes cinq projets, le Vaucluse et les Alpes-de-Haute Provence un projet chacun.

Les investissements chinois recensés dans la Région Sud concernent principalement les secteurs du transport et stockage (3 projets et 42 % des emplois), le commerce et la distribution (3 projets et 11 % des emplois) ainsi que l'électronique grand public (2 projets et 19 % des emplois).

Un projet d'origine chinoise sur deux dans la région correspond à une première implantation en France de l'entreprise réalisant l'investissement. Le service aux entreprises caractérise quatre des quatorze projets reçus.

La Chine continentale est le 14ème pays investisseur dans la région Sud-Paca et le 3ème pays asiatique derrière le Japon et l'Inde qui ont chacun réalisé quinze investissements dans la région depuis 2014. A noter que Sud-Paca est une destination privilégiée de l'Inde, elle est la 3ème région française d'accueil des projets indiens (14 % des projets reçus depuis 2014).



Un moteur Baudouin

Exemple d'entreprise chinoise ayant investi parmi les premières en région Paca

Parmi les plus anciennes implantations chinoises dans la région PACA, il y a la reprise en 2009 des moteurs Baudouin, alors en difficulté, par le chinois Weichai. Aujourd'hui, l'entreprise, fondée en 1918 à Marseille, emploie 200 salariés relocalisés à Cassis. Weichai a injecté 80 millions d'euros en 10 ans pour moderniser l'outil de production et doter le constructeur d'un centre de recherche et de développement. L'entreprise développe une gamme de moteurs principalement destinés à des applications marines. Baudouin exporte désormais 90% de sa production, à la fois en Europe, en Asie, aux Etats-Unis et en Afrique. Selon Emmanuel Tellier, vice-président de l'entreprise depuis 2011, la marque Baudouin a réussi à se hisser au septième rang sur le marché mondial des moteurs marins. Le Groupe Weichai power fabrique plus de 600 000 moteurs par an et réalise un chiffre d'affaires annuel de plus de 32 milliards d'euros. La reprise de Baudouin fut la première acquisition internationale du groupe.



Exemple d'entreprise chinoise ayant investi récemment en région PACA

Tianjin Tianlong groupe spécialisé dans l'agro-alimentaire et dans les emballages recyclables et biodégradables a choisi d'implanter sa filiale européenne à Tarascon en 2019. Elle a conforté son choix en rachetant en 2020 deux entreprises des Bouches-du-Rhône: DELTAPACK, fabricant de papiers techniques recyclés destinés aux secteurs alimentaires et industriels et LVANTO spécialisée dans la logistique internationale de produits périssables. Tianlong Agriculture a également créé TT Seed Science à Tarascon an janvier 2020, qui développe et fournit de nouvelles espèces de riz aux producteurs, essentiellement en France. Au total, Tianlong compte en France 29 salariés.

LES INVESTISSEMENTS CHINOIS DANS LA RÉGION SUD-PACA EN BAISSE

Par Gaëlle Picut, journaliste, avec Business France



Lle terminal de conteneurs de Marseille

PEACE MED Landing - Marseille - 2021

Le câble sous-marin Peace est arrivé sur les côtes marseillaises. (Crédit Photo: Orange)



Un téléphone Wiko

Zoom sur Marseille

Dans le cadre de la BRI, la Chine s'intéresse de près aux ports de la Méditerranée, parmi lesquels Marseille, qui détient une position stratégique, au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient. Depuis une dizaine d'années, Marseille et ses alentours attirent les investisseurs chinois, avec des résultats mitigés.

Parmi les projets qui ont réussi, on trouve **le groupe China Merchants Port**, géant chinois de l'ingénierie portuaire, qui a pris en 2013 le contrôle de 49% du capital de la filiale du groupe CMA CGM, **Terminal Link**, opérateur de terminaux à conteneurs de Marseille, Malte, Casablanca, Tanger. China Merchants Port est également présent au capital d'Eurofos, le port de Fos sur mer à hauteur de 25% depuis 2018.

Autre réussite : **Pétroineos**, co-entreprise gérée par le **chinois Pétro** et le britannique lneos, une plateforme de pétrochimie à Lavera, aux portes de Marseille ou Watch data, fabricant chinois de semi-conducteurs, dans le monde de la sécurisation des données, des transactions, et du sans-contact, implanté à Aix en Provence depuis 2011.

Depuis octobre 2021, Marseille est connectée au câble chinois en fibre optique PEACE (Pakistan and East Africa Connecting Europe). PEACE, long de 12 000 kilomètres, relie l'Asie à l'Europe dans le cadre de la route de la soie numérique. Il va notamment permettre à l'opérateur Orange d'augmenter ses capacités dans l'océan Indien. En quelques années, Marseille s'est hissé dans la liste des principaux hubs mondiaux. Alors que 99 % du trafic Internet mondial transite par des câbles sousmarins de fibre optique, Marseille dispose d'un atout inestimable : la présence de quinze de ces câbles reliant la cité phocéenne à 45 pays et 4,5 milliards d'utilisateurs mobiles. Cette croissance rapide également par le déploiement de capacités de data centers par Interxion.

Enfin, rappelons la présence d'une importante équipe de scientifiques chinois au sein du **projet de fusion nucléaire ITER,** 25 milliards d'euros, mené par 35 pays, situé dans les Bouches du Rhône.

D'autres investissements ont connu des résultats plus mitigés ou alors patinent.

En 2018, s'est ouvert **le Marseille International Fashion Center ou MIF 68**, un centre de grossistes en textiles chinois. Répartis sur deux allées principales baptisées «Marseille » et « Shanghai», les 95 showrooms occupent une surface totale de 16 500 m². Le MIF68 était annoncé comme le second plus grand centre du textile en France derrière le Centre International France-Asie (CIFA) situé à Aubervilliers, au nord-est de Paris, lequel regroupe quelque 1500 grossistes chinois sur une surface de 40 000 mètres carrés. Le MIF68 visait à faciliter le commerce entre la Chine, le sud de l'Europe et l'Afrique du Nord. Mais dans les faits, il n'a pas connu la croissance attendue.

Autre secteur d'implantation, la téléphonie, où le chinois Tinno a pris la totalité des commandes de l'entreprise Wiko depuis 2018. En 2019, un plan de restructuration est annoncé et l'entreprise se recentre sur les smartphones à moins de 200 euros. En février 2020, Wiko revendiquait la quatrième place en France derrière Samsung, Apple et Huawei et une centaine de salariés à Marseille. Mais en 2022, il ne reste plus qu'une vingtaine de salariés et le chiffre d'affaires a fondu.

Enfin, évoquons le plus gros projet d'implantation industrielle, celui de **Quechen Silicon Chemical** (n°3 mondial de la silice) qui a signé un accord avec le port de Fos sur Mer pour implanter une usine de silice qui devait fournir les fabricants de « pneus verts » sur le site PIICTO. Ce projet, qui a pris beaucoup de retard, représenterait un investissement de 100 millions d'euros et devrait créer 130 emplois. Mais actuellement, le projet semble en stand-by.



Batteries, véhicules électriques : vers une domination chinoise ? par Jacques Manlay

La part annuelle des véhicules électriques (VE), toutes technologies confondues, passerait de 10% à 40% (1) en 2030 (environ 31 millions de véhicules dont 5 pour les USA, 15 pour la Chine et 8 pour l'Europe), ce qui se traduirait par une demande de 2 700 GWh (2), estimée pour 2022 à 500 « seulement », alors que les six fabricants asiatiques majeurs de batteries n'ont planifié que 1 360 GWh additionnels d'ici 2030. Si 282 nouvelles gigafactories ont été annoncées portant alors la capacité à 5 800 GWh, la mise en place des financements correspondants, les délais de réalisation (3 ans pour une usine) et la montée en production créent des incertitudes capacitaires.



La valeur ajoutée d'une gigafactory est variable : de l'assemblage à la fabrication des cellules (avec plusieurs degrés d'intégration pour ces dernières) ; une interdépendance dans les supply chains peut altérer ces chiffres...

Ainsi, la première usine de CATL en Europe (Thuringen en Allemagne), fera appel à des éléments importés de Chine.

La localisation des composants, dans un pays par un bailleur de process étranger, peut prendre du temps et crée pour le pays « hôte » une dépendance, au moins économique... L'exemple des semi-conducteurs est révélateur.

- (1) BlombergNEF
- (2) Bernstei
- (3) Benchmark Minerals

Mais pour les constructeurs automobiles occidentaux, le plus inquiétant reste la domination chinoise. 80 % de la capacité de fabrication des cellules sont en Chine, pourcentage qui en 2030 pourrait légèrement décroitre (70%) avec la montée des USA (12%) et de l'Europe (3).

Les goulots d'étranglement sont nombreux entre les minerais et la batterie finie.

La disponibilité mondiale des minerais ne doit pas s'arrêter à la disponibilité quantitative, mais prendre en compte la qualité ; ainsi, le nickel indonésien (37% du volume mondial) demande deux raffinages qui se traduisent par des émissions de carbone trois fois supérieures à celles émises par du nickel canadien, russe ou calédonien et risque d'être écarté de l'utilisation dans les batteries selon Trafigura.

Pour le cobalt, les projections de productions de la RDC (minerai le plus riche), et d'Indonésie assurent une couverture des besoins jusqu'en 2027, la production s'oriente vers des batteries moins chargées en cobalt.

La situation du lithium est plus tendue, ainsi des fabricants d'électronique de petites batteries ont déjà été affectés par des arrêts de production, bien que leurs besoins soient faibles par rapport au process des batteries automobiles. Des investissements en cours (essentiellement en Chine) devraient permettre d'atteindre une offre satisfaisante en 2026, mais les prix risquent de s'envoler (appel à des minerais plus pauvres, incertitudes sur la taxation au Chili, et en Australie)

La mise en service d'une nouvelle mine, s'étale de 5 à 25 ans, et demande des capitaux colossaux ; pour les majors, le marché des « minerais green » est trop étroit (par rapport aux minerais traditionnels (fer, bauxite, etc.) et pour les sociétés plus petites, le financement reste un défi (pour les prêteurs, et les investisseurs car aux risques sur les affaires dans un pays, s'ajoute aussi le risque d'image et de réputation).



DOSSIER: LE SECTEUR AUTOMOBILE



Cette « disette » de financement explique l'implication des fabricants de batteries (LG, CATL, etc.) et des constructeurs automobiles (VW, GM,) dans cette phase amont.

L'offre de minerais restera toujours sous tension, en particulier pour le lithium, qui ne pourra être substitué par un autre minerai (des espoirs avec des cathodes au sodium et le graphène, mais pas à court ou moyen terme)

Le problème principal dans la supply chain reste celui du raffinage où la Chine a un quasi-monopole! La Chine raffine en 2022 au niveau mondial: 70% du lithium, 84 % du nickel, et 85 % du cobalt; seul le pourcentage du lithium en 2027 pourrait baisser de façon significative à 48%. (Trafigura prévoit 75 % pour nickel et cobalt)

Comme pour beaucoup de matières, le raffinage a été quasiment banni des pays occidentaux tant pour des raisons économiques qu'écologiques (on pourrait raffiner du lithium en Allemagne, en France, mais ...)

Contrairement à d'autres secteurs, le recyclage des batteries, ne peut être un apport de substitution significatif de matières premières avant 2030 au moins ; le dessin des batteries pour s'intégrer dans la structure des véhicules complique leur déconstruction au moins économiquement. La séparation et la récupération des métaux des cellules est encore plus ardue.

Les leaders mondiaux de fabricants de batteries sont : (volumes de production **pour le 1er semestre 2022**)

Chine: CATL: 71 GWh, BYD: 24 GWh

Corée du Sud :LG : 29GWh, Samsung :10 GWh, SKin :13 GWh

Japon: Panasonic: 20 GWh

De nombreux projets de construction d'usines sont annoncés dans le monde par des acteurs asiatiques existants (SVolt etc.), mais aussi par de nouveaux venus dans le secteur (Northvolt Suède 150 GWh en 2030, ACC jv Stellantis, Mercedes et Saft Europe avec 120 GWh en 2030).

Les véhicules chinois sont obligatoirement équipés de batteries faites en Chine ; de ce fait les ventes domestiques constituent un énorme puits de croissance pour les opérateurs chinois, alors que leurs concurrents étrangers sont tributaires de volumes de VE encore faibles dans le reste du monde (hors Tesla).

Ce positionnement de leader des entreprises chinoises leur permet de développer des innovations qui leur donnent un avantage concurrentiel. CATL a, par exemple, annoncé une batterie capable de 1 000 km d'autonomie et de récupérer 400 à 600 km en 5 min de charge ultra-rapide. BYD et Svolt ont lancé un nouveau format de cellules « blade ». L'hégémonie chinoise n'est donc pas prête de s'arrêter, ce qui augure des problèmes géopolitiques à venir, comme par exemple la récente

marche arrière de CATL pour la construction d'une usine de batteries aux Etats-Unis, suite à la visite de Nancy Pelosi, la Vice-Présidente américaine, à Taïwan.

Les constructeurs occidentaux cherchent à sécuriser leurs approvisionnements futurs (contrat à long terme pour le Lithium, JV avec des fabricants de batteries), en restant irréprochables dans la supply chain et en essayant de garder le contrôle des prix (la batterie représente au moins 25 % du coût total du véhicule et plus sur des versions de grande autonomie).

La décision de Bruxelles d'imposer une technologie s'annonce lourde de conséquences pour l'industrie automobile européenne (les USA, hors Californie, sont moins dogmatiques) ; les propos de Luc Chatel, président de la PFA (plateforme automobile) parle de sabordage de notre industrie automobile suite à l'interdiction de ventes de moteurs thermiques en 2035.

L'électrique va créer, en Europe, une dépendance que nous n'avions pas avec le thermique.

Une découverte technologique majeure par les Européens peut-elle éviter un scénario du type « panneaux solaires » ?

Un certain nombre de modèles chinois seront sans doute au Mondial 2022 à Paris (Seres, Nio, BYD, MG, Zeekr, Voyah, Aiways, XPeng, Ora, Lynk &co, Polestar); les avis de la presse automobile sont plutôt positifs sur leurs prestations, en retrait parfois par rapport aux modèles européens, mais ce dernier est beaucoup plus faible comparé aux véhicules japonais et coréens des années 1970...

Le facteur prix, s'appréciera au moins autant sur les conditions de location en Europe, que sur un prix d'achat, compte-tenu de l'évolution du commerce automobile ; la dépréciation du véhicule, intégrée dans le coût de la location, ne sera plus une interrogation pour le client, tenté alors par des modèles « exotiques »!

L'arrêt du thermique en Europe va inciter nos constructeurs à utiliser et développer leurs bases industrielles pour la production de voitures thermiques dans les pays ou l'électrique se heurte à des obstacles importants, pouvoir d'achat, infrastructure... Et en conséquence désindustrialiser l'Europe.

DOSSIER: LE SECTEUR AUTOMOBILE



XPENG

Développer la conduite intelligente pour les véhicules électriques, concurrencer l'américain TESLA

Par Comité France Chine



Origine, création de XPENG et développement en Chine

XIAOPENG MOTORS, aussi appelé XPENG, est un constructeur automobile chinois, dont le siège se trouve à Guangzhou (Canton), qui se spécialise uniquement dans la production de véhicules électriques haut de gamme. Startup créée en 2015 et soutenue par ALIBABA qui est entré à son capital dès 2018, XPENG a su se développer en s'appuyant sur le soutien du gouvernement chinois à l'industrie de la mobilité non-polluante. En août 2018, la société chinoise a levé 4 milliards de yuans (597 millions de dollars) lui permettant d'être valorisée sur le marché à plus de 25 milliards de yuans (3,6 milliards de dollars) grâce à la collecte de fonds organisée par PRIMAVERA CAPITAL GROUP, MORNINGSIDE VENTURE CAPITAL et le PDG de XPENG, HE Xiaopeng.

Septième constructeur en Chine, XPENG se détache de ses concurrents en investissant massivement en R&D. XPENG fait partie d'un écosystème de start-ups chinoises de véhicules électriques qui prend de l'ampleur ces dernières années (PYTON, NYO etc). L'entreprise commercialise actuellement quatre modèles électriques haut de gamme : les berlines P5 et P7 (concurrente de la TESLA Model 3) et les SUV G3 et G9 (concurrente du TESLA Model X Plaid).

XPENG développe son réseau de vente et de service dans toute la Chine en conséquence de cette expansion. A l'occasion de la mise sur le marché de son modèle G9, XPENG a dévoilé son Super chargeur S4, qui peut fournir une autonomie de 200 km au SUV en cinq minutes. L'entreprise veut construire des stations S4 dans 10 villes de Chine. D'ici 2025, XPENG prévoit de mettre en place 2 000 stations de recharge ultra-rapides. Fin 2020, XPENG avait déjà déployé 160 magasins de vente (dont 72 exploités en direct par la marque) et 54 centres de service à travers 69 villes en Chine. En 2021, il a quasiment doublé ces chiffres et a aussi étendu son service de recharge gratuite à 200 villes chinoises dans des localisations stratégiques (aéroports, autoroutes).

Un positionnement haut de gamme et innovant dans le secteur de la conduite intelligente

En s'associant au géant chinois de la tech ALIBABA, XPENG s'est assuré un partenariat stratégique, notamment en matière de conduite autonome. Avec son concours, XPENG a inauguré un centre de calcul baptisé « FUYAO » en août 2022 en Mongolie intérieure pour entraîner ses systèmes avancés d'aide à la conduite (ADAS) et son système de conduite autonome. Le nouveau centre permettra de réduire le temps de formation de son modèle de 7 jours à moins d'une heure, en traitant davantage de données pour alimenter les algorithmes de test. ALIBABA y trouve son intérêt en pouvant renforcer sa division cloud computing dans le secteur de l'automobile électrique.

Néanmoins, XPENG se détache des autres start-ups du secteur avec l'application à grande échelle des technologies de conduite autonome qu'elle développe elle-même. Parallèlement à l'électrification des véhicules, les systèmes d'assistance à la conduite sont l'un des axes stratégiques de développement dans l'industrie. Afin de se démarquer, notamment du système FSD (Full Self Driving) de TESLA, XPENG a mis en place son propre système de conduite intelligente City Navigation Pilot (NGP). Fin février 2022, le système NGP avait déjà aidé les clients à parcourir plus de 1,3 million de kilomètres. Le constructeur chinois met à jour le système en OTA (Over The Air est dit d'une technologie de communication permettant de transférer des données à distance) sur ses berlines P5 et sur son modèle G9 lancé en septembre 2022, livré avec le logiciel XPILOT4.0 intégrant systématiquement la technologie FSD.

Le fabricant chinois s'est aussi récemment distingué pour sa stratégie et l'atteinte des objectifs ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance). Ses initiatives en la matière lui ont permis d'obtenir la meilleure note (« AA ») des cinq acteurs leaders de l'industrie pour la seconde année consécutive lors de l'évaluation rendue par l'entreprise de service MSCI ESG Research, TESLA n'a obtenu que la note de « A » en raison de sa gestion de main-d'œuvre et de la qualité et de la sécurité de ses produits. XPENG a développé le concept « X-SEG » (XPENG – Smart, Efficient and Green), appliqué à l'activité de ses usines, et s'est vu attribué de très hauts scores dans les catégories « Empreinte carbone du produit » (10 pour une moyenne de l'industrie mondiale de 7) et « Opportunités dans les technologies propres » (9,1 pour une moyenne de l'industrie mondiale de 5,5).





Des ambitions internationales assumées et une adaptation au contexte économique mondial

Le constructeur met pour la première fois le pied hors de Chine en distribuant son SUV électrique G3 fin 2020 puis sa berline P7 en octobre 2021 en Norvège. En 2022, il se positionne sur trois autres marchés nord-européens, bénéficiant de la législation de l'UE favorable au développement des véhicules électriques. X-PENG s'implante en Suède avec l'ouverture d'un showroom à Stockholm en février, et des implantations à Göteborg et Malmö grâce à un accord avec le groupe de distribution BILIA faisant valoir 160 points de vente en Europe du Nord. Le Danemark et les Pays-Bas grâce à un accord avec le groupe EMIL FREY sont également investis par la startup chinoise. Les quatre pays disposent de forts taux d'électrification, au bénéfice de l'installation européenne du constructeur.

Fin 2021, à l'occasion d'une interview donnée à la chaîne CNBC, le Vice-président de la marque, Brian GU, avait souligné le souhait de XPENG de s'étendre à l'international en musclant sa stratégie à l'export : « En tant qu'entreprise concentrée sur les opportunités mondiales, nous voulons à terme équilibrer nos livraisons – la moitié en Chine et l'autre moitié en dehors ». Dans cet optique, la marque chinoise accorde une grande importance à sa stratégie de communication en Europe et a retenu HEROIKS pour gérer son budget global en la matière (publicité, contenu digital, média, réseaux sociaux). XPENG bénéficie déjà d'une présence sur plusieurs continents, avec des bureaux établis à Pékin, Shanghai mais aussi à San Diego et Amsterdam.

Enfin, XPENG adapte sa stratégie d'approvisionnement au contexte économique mondial. En mars 2021, la marque annonce que ses véhicules seront alimentés par des batteries LFP. En septembre 2022, XPENG a annoncé que le géant CATL, dont le plus gros client est TESLA et dont la part de marché en Chine atteint plus de 47%, ne serait plus l'un de ses fournisseurs principaux. XPENG développe des alternatives avec de plus petits fournisseurs (SUNWODA, ELVE, CALB) pour avoir davantage de contrôle sur les coûts, notamment avant le lancement de son SUV G9. Le contexte économique a également conduit XPENG, dès juin 2022, à suspendre la vente de ses berlines P5 en Europe dont les commandes étaient disponibles depuis avril en mettant en avant son modèle P7, plus coûteux, à la place. La hausse des coûts du transport et les délais de livraisons allongés (conséquence des confinements en Chine) ont été des obstacles mentionnés.

Sources

https://www.automobile-propre.com/voitures/xpeng-p7/

https://www.frandroid.com/produits-android/automobile/voitures-electriques/1429869 xpeng-g9-le-suv-electrique-quil-faut-surveiller

https://www.strategies.fr/new-business/transferts-de-budget/4059419W/le-chinois-xpeng-lance-ses-autos-electriques-en-europe-avec-heroiks.html

https://fr.benzinga.com/2021/10/15/xpeng-premiere-de-la-classe-selon-les-criteres-esg/

https://www.automobile-propre.com/breves/voiture-electrique-le-chinois-xpeng-va-etendre-sa-presence-en-europe/

https://www.usine-digitale.fr/article/xpeng-ouvre-un-nouveau-centre-de-calcul-avec-alibaba-pour-entrainer-ses-vehicules-autonomes. N2032572

https://www.usinenouvelle.com/article/xpeng-byton-nio-ces-start-up-qui-veulent-devenir-le-nouveau-tesla-chinois.N728914

https://autonews.gasgoo.com/m/70018078.html

https://lentrepreneur.co/style/auto/nouvelle-mise-a-jour-emobility-xpeng-exporte-le-p5-vers-leurope-rivian-monte-en-puissance-daimler-propose-une-strategie-de-recyclage-des-batteries-14032022

https://www.auto-infos.fr/article/le-constructeur-automobile-chinois-xpeng-etend-sa-presence-en-europe. 243922

https://www.generation-nt.com/xpeng-voiture-autonome-fsd-tesla-concurrence-actualite-2005227.html

https://www.zonebourse.com/cours/action/SUNWODA-ELECTRONIC-CO-LT-11318066/actualite/La-societe-chinoise-Xpeng-affirme-que-CATL-n-est-plus-son-principal-fournisseur-de-batteries-41828550/

https://fr.benzinga.com/2022/08/16/xpeng-devoile-sa-technologie-de-charge-ultra-rapide/

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

SUIVIES PAR LE COMITÉ FRANCE-CHINE



Brèves politico-économiques

- La Chambre de Commerce et d'Industrie de France en Chine a mené une enquête auprès de 303 filiales chinoises lors des deux premières semaines du mois de septembre 2022. L'étude a révélé que l'incertitude dans laquelle s'enfoncent les investisseurs français en Chine, pâtissant du maintien de la stratégie 0 Covid dynamique en Chine, représentait un coût économique croissant. La succession des confinements locaux et les difficultés de déplacement en, depuis et vers la Chine nuisent à la capacité de projection des entreprises. La Chambre explique ainsi que ces facteurs : « pèsent sur l'activité des entreprises françaises en Chine et risquent de durablement détériorer l'attractivité du pays ». Plus de 50% des filiales interrogées voient leurs revenus toujours affectés par la situation sanitaire alors que la Chine poursuit son ralentissement économique. (Les Echos, 23/09/2022)
- Le 8 septembre 2022 avait lieu le 8ème Forum Europe 2022, coorganisé par la China Europe International Business School (CEIBS) et la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Île-de-France. Grâce à une connexion en visioconférence entre Paris et Shanghai, plusieurs entreprises françaises et chinoises ont pu assister aux échanges autour de l'évolution de l'économie chinoise post-Covid. Le journal Nouvelles d'Europe a interrogé la PDG du groupe H&H (Health & Happiness) Laetitia ALBERTINI à cette occasion. Pour elle, le marché chinois reste compétitif et incomparable en termes de taille et de maturité. Les produits haut de gamme français, répondant aux exigences des consommateurs, ont toujours de nombreuses opportunités. (Chine Info, 16/09/2022)
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de France en Chine mène une consultation auprès de ses membres (une réponse par famille) depuis le 13 septembre afin d'étudier la possibilité d'affréter de nouveaux vols charters pour la période de Noël et du Nouvel An Chinois 2022-2023. A la suite de cette enquête, la Chambre travaillera avec ses partenaires européens pour tenter de répondre le plus efficacement possible aux besoins de ses adhérents. (Chambre de Commerce et d'Industrie de France en Chine, 13/09/2022)
- POLESTAR (filiale de VOLVO), constructeur automobile suédois détenu par le groupe chinois GEELY, a trouvé un accord avec la marque française CITROËN pour clore leur conflit judiciaire entamé en 2018. Estimant que le logo de POLESTAR ressemblait trop à son propre logo, CITROËN avait bloqué le marché français à son concurrent. POLESTAR a changé de logo pour un design moins équivoque.(Les Echos, 31/08/2022)

Contrats et partenariats

- NUNTECH, une entreprise chinoise spécialisée dans la fabrication de scanners à rayons X et de portiques de sécurité, inquiète les autorités françaises à cause des contrats qu'elle accumule auprès des aéroports de l'hexagone. Un article de France Info datant de septembre 2022 rend compte de la vision de Stéphane BOUILLON, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale, auditionné en juillet 2022. L'article mentionne le contrat passé entre NUNTECH et l'aéroport de Brest mais aussi les contrats passés avec les aéroports de Quimper, Bordeaux, Toulouse, Lille, Nouméa et Tahiti, attirés par des tarifs attractifs. Présent dans 26 Etats de l'UE, NUNTECH a cependant été banni des marchés américain, canadien et lituanien en raison de la menace stratégique que le groupe représenterait, et de l'espionnage technique qui pourrait être réalisé grâce aux données obtenues dans les aéroports. NUNTECH est proche du pouvoir chinois : l'entreprise a notamment été dirigée pendant plus de 10 ans par HU Haifeng, le fils de HU Jintao, ancien président de la République Populaire de Chine. L'actionnaire principal est TONGFANG TSINGHUA, détenu par la CHINA NATIONAL NUCLEAR COMPANY, proche de l'armée chinoise. (22/09/2022, France Info)
- La centrale nucléaire de Taishan, exploitée conjointement par l'entreprise chinoise CGN (70%) et par l'entreprise française EDF (30%), a redémarré et reconnecté son EPR numéro 1 au réseau électrique en août 2022. Après un an de mise à l'arrêt à la suite de la découverte d'un problème d'étanchéité de barres de combustibles en juillet 2021, les opérations d'inspection et de maintenance ont conclu que les normes de sécurité étaient respectées, permettant une remise en route. Un an auparavant, l'anomalie identifiée pouvait représenter une menace radiologique, avec une augmentation de la concentration des gaz rares dans le circuit primaire du réacteur. (17/08/2022, Usine Nouvelle)



DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

SUIVIES PAR LE COMITÉ FRANCE-CHINE



Implantations et investissements croisés

- TENCENT, le géant chinois du secteur des jeux vidéo et réseaux sociaux, souhaiterait se renforcer au capital du français UBISOFT après une première participation de 5% acquise en 2018. L'entreprise chinoise aurait approché la famille fondatrice du groupe français pour manifester son intention de devenir le principal actionnaire. En conséquence de la diffusion de ces rumeurs, l'action UBISOFT a grimpé de plus de 16%. (Usine nouvelle, 04/08/2022)
- Le géant chinois XIAOMI est devenu l'un des investisseurs depuis le 23 septembre 2022 de PROPHESEE, startup française spécialisée dans les capteurs d'images neuromorphiques. PROPHESEE a bouclé sa cinquième levée de fonds depuis sa création, d'une valeur de 50 millions d'euros. La somme des cinq tours de levées de fonds s'élève désormais à 127 millions d'euros. Il s'agit de la startup « fabless » (sans site de production) la mieux financée de l'UE. Sa technologie s'applique à la maintenance prédictive dans l'industrie, après avoir fait ses preuves dans le secteur de la médecine pour redonner la vue à des aveugles grâce à une rétine artificielle. Grâce à son capteur Metavision et des algorithmes d'intelligence artificielle, la caméra bio-inspirée de PROPHESEE peut anticiper des pannes à venir sur les machines. (Usine Nouvelle, 26/09/2022, Le French Lab)
- L'entreprise chinoise BYTEDANCE, connue sous le nom de TIKTOK en Europe, a annoncé la réduction de certains de ses investissements en Europe : son appli shopping FANNO dédiée au marché européen lancée à la fin de l'année 2021 ne produit pas les résultats escomptés. Le marché français, en particulier, boude la boutique en ligne : au plus fort de son développement dans le pays, FANNO arrivait à la 63ème place des téléchargements d'applications e-commerce sur les smartphones APPLE en France. Début avril 2022, sur la plateforme iOS, l'application était tombée au 408ème rang des téléchargements après avoir atteint la 12ème place des applications de shopping en nombre de téléchargements quotidiens en janvier de la même année. D'après le Financial Times, TIKTOK souhaiterait abandonner sa stratégie live shopping en Europe et aux Etats-Unis, ne trouvant pas son audience. L'équipe e-commerce de TIKTOK basée à Londres a été considérablement réduite, son directeur a été limogé, gelant l'expansion du groupe en France et dans d'autres pays européens. (Usine digitale, 05/09/2022)

Autres initiatives de coopération

- La France a été l'invité d'honneur de la deuxième édition de l'Exposition internationale des produits de consommation de Chine à Haikou, Hainan. Le pavillon français a ouvert ses portes le 26 juillet dans lequel 14 entreprises françaises étaient présentes dans le domaine de la mode, des cosmétiques, de la gastronomie et des services. Parallèlement à ce pavillon, plus de 50 autres entreprises françaises participaient à l'événement. En 2021, la Chine est devenue le premier marché mondial pour les produits cosmétiques français, ce qui souligne le potentiel de consommation chinoise pour les entreprises françaises du secteur. (Xinhua, 27/07/2022)
- Le 29 septembre 2022, deux salons promouvant les talents franco-chinois pour répondre aux besoins des entreprises ont été organisés en lle-de-France. 88JOBS a lancé la 8ème édition du Salon de l'emploi des bilingues chinois à Paris tandis que OUSHIDAI, département multimédia du groupe GUANGHUA CULTURES ET MEDIAS, organisait la 7ème édition de son Salon de l'emploi franco-chinois à Gentilly. Ces deux salons réunissaient recruteurs (entreprises françaises en Chine, entreprises chinoises en France, startups et PMEs, associations entrepreneuriales) et candidats (français et chinois) actifs dans la communauté professionnelle franco-chinoise. (Chine Info, 88JobsDay.com)

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

SUIVIES PAR PAUL CLERC-RENAUD

Macro-économie

• Si le montant global des investissements européens en Chine a plutôt bien résisté ces dernières années, cela est dû à une poignée de grands groupes, la plupart allemands, constate Rhodium. Une concentration qui masque une méfiance croissante des sièges sociaux à l'égard de la deuxième économie mondiale. Les Echos, 16/09/2022

Finances/Monnaie

- Les obligations en yuan font leurs débuts en Russie, alors que la domination du dollar est remise en question. Les sanctions imposées par les pays occidentaux à Moscou après son attaque contre l'Ukraine incitent les entreprises russes à se tourner vers la Chine et le yuan pour réduire leur dépendance vis-à-vis du dollar américain et trouver d'autres devises à utiliser pour les affaires et les investissements. Asia Nikkei, 09/08/2022
- Les défis à venir pour le yuan numérique de la Chine : le total des transactions depuis fin 2019 a atteint 83 milliards de yuans (12,3 milliards de dollars) à la fin du mois de mai. Près de 4,6 millions de commerçants à travers la Chine acceptent le yuan numérique, comme moyen de paiement. Nikkei Asia, 20/08/2022
- L'Égypte va émettre des obligations en yuan. Le dollar américain pourrait perdre sa domination au Moyen-Orient au profit du yuan. Al Monitor, 29/08/2022
- Gazprom a annoncé un accord avec la Chine pour l'achat de gaz russe en roubles et en yuans (en lieu et place du dollar).
 06/09/2022
- La Banque populaire de Chine a publié le 23 septembre son rapport sur l'internationalisation du RMB pour 2021, qui montre un rôle croissant du RMB dans les échanges internationaux. Les règlements transfrontaliers en yuans ont augmenté de 29% en valeur par rapport à l'année précédente, selon ce rapport.

Agriculture

• Chine : une politique agricole dans la tourmente. Malgré ses succès économiques, la Chine reste confrontée à la contrainte alimentaire. Elle doit approvisionner près de 19 % de la population mondiale, tout en étant dotée de moins de 8 % des terres cultivables, souvent polluées, ainsi que de ressources en eau insuffisantes. Prisme 37, Crédit Agricole, septembre 2022

Ferroviaire

 La Chine a commencé à expédier des trains à grande vitesse (350 km/h) vers l'Indonésie pour le chemin de fer Jakarta-Bandung (HSR), un projet historique dans le cadre de l'initiative BRI. Global Times, 22/08/2022

Maritime

• Le géant chinois du transport maritime COSCO Group dépensera 4,9 milliards de dollars pour agrandir sa flotte de 20% avec l'ambition de devenir le plus grand transporteur maritime mondial, rapporte Nikkei Asia. 15/09/2022

Aéronautique

• L'avion de ligne à fuselage étroit C919 du chinois Comac vient d'obtenir sa certification, une étape qui marque l'arrivée d'un nouveau concurrent dans le segment des monocouloirs, face à Airbus et Boeing, rapporte Reuters. 30/09/2022

Automobile

- Tesla a signé des contrats d'une durée de cinq ans d'une valeur de 5 milliards de dollars pour l'achat de nickel destiné aux batteries des véhicules électriques (VE) auprès de sociétés opérant dans un parc industriel indonésien géré conjointement par le géant chinois des métaux Tsingshan Holdings Group Co. Ltd, selon un responsable du gouvernement local. Caixin Global, 10/08/2022
- L'usine de 100 gigawattsheures qui va être construite par le Chinois Contemporary Amperex Technology (CATL) à Debrecen dans l'est de la Hongrie sera le plus important projet d'investissement dans le pays, selon les responsables hongrois. Ce sera la seconde usine de batteries en Europe de CATL, après une première en Allemagne. Source : Challenge 08/2022.
- BYD, le constructeur automobile chinois qui a récemment dépassé Tesla en tant que plus grand fabricant de véhicules électriques au monde, a plus que triplé son bénéfice au premier semestre grâce à une hausse de 300 % de ses ventes. SCMP, 29/08/2022

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

SUIVIES PAR PAUL CLERC-RENAUD

Semi-conducteurs

- L'expertise de Taïwan au cœur de la course aux "puces" USA vs Chine : les tensions sino-américaines autour du statut de Taïwan soulignent l'importance stratégique de l'île en tant que fournisseur mondial de semi-conducteurs (avec TSMC). The Information, 17/08/2022
- Le fondeur de puces chinois SMIC a déclaré qu'il avait signé un accord-cadre pour investir 7,5 milliards de dollars dans une nouvelle ligne de production de fonderie de 12 pouces à Tianjin, selon Reuters. 27/08/2022
- Des chercheurs canadiens affirment que SMIC aurait réussi à graver des puces de 7 nanomètres depuis 2020, rentrant dans le cercle très fermé des entreprises ayant réalisé cette prouesse technologique (TSMC, Samsung, Intel). SCMP, 29/08/2022

BRI

- Le Japon s'engage à verser 30 milliards de dollars à l'Afrique au cours des trois prochaines années pour contrer l'influence croissante de la Chine. SCMP, 29/08/2022
- La Chine utilise le Global Security Initative (GSI) pour renforcer sa position militaire en Afrique, SCMP, 31/07/2022
- Zimbabwe : le chinois Suzhou TA&A décaisse 18,1 millions \$ pour la construction de la mine de lithium. Le Zimbabwe est actuellement le seul pays africain à produire du lithium. Le pays dispose encore de réserves inexploitées qui attirent ces derniers mois des entreprises chinoises. Ecofin, 03/08/2022
- Les nouveaux câbles sous-marins internet financés par les États-Unis en Asie du Sud-Est, au Moyen-Orient et en Europe de l'Ouest, visent à concurrencer le câble PEACE de la Chine, SCMP, 14/08/2022

Militaire / Relations internationales

 Un patrouilleur de l'US Coast Guard s'est vu refuser une escale aux Îles Salomon, où la Chine étend son influence. Opex360, 29/08/2022

Innovation/Energie

- Selon Reuters, la société chinoise Sinopec Corp a annoncé lundi avoir mis en service la plus grande installation de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (CCUS) du pays dans l'est de la Chine et prévoit de construire deux autres usines de taille similaire d'ici 2025. 29/08/2022
- Nucléaire: la Chine prête à accélérer la cadence. L'objectif national de six à huit réacteurs par an d'ici 2025 pourrait être porté à 10, selon l'Association chinoise de l'énergie nucléaire. Pour rappel, la Chine a le 3ème parc mondial avec 54 réacteurs installés. Les Echos, 08/09/2022
- Le parc éolien de Shelek, construit conjointement par la Chine et le Kazakhstan avec une capacité de production de 60 mégawatts, est entré en service le 13 septembre 2022. Global Times, 14/09/2022

Minerais

- Rio Tinto et China Baowu Steel Group Corp. ont conclu un accord de 2 milliards de dollars pour exploiter un gisement de fer en Australie. Il s'agit de l'un des plus importants accords d'investissement conjoints depuis que les relations diplomatiques et commerciales entre l'Australie et la Chine se sont détériorées pendant la pandémie. The Wall Street, 14/09/2022
- Le chinois Nio entre dans la course au lithium et rachète 12% de l'australien Greenwing Resources, Technode, 28/09/2022

Jeux vidéo

• Tencent se rend incontournable chez Ubisoft : le géant chinois va injecter 300 millions d'euros au sein de la holding familiale des Guillemot. Une opération qui permet aux fondateurs d'Ubisoft de se prémunir contre une OPA hostile sur un marché du jeu vidéo en pleine consolidation. Les Echos, 06/09/2022

Pharmacie/Santé

- Le géant pharmaceutique français Sanofi SA a investi 300 millions d'euros dans la société de biotechnologie chinoise Innovent Biologics Inc. afin de favoriser la collaboration dans le développement de médicaments contre le cancer. L'accord donnera à Sanofi une participation de 3,87 % dans les actions émises par Innovent. Caixin Global, 06/08/2022
- Les régulateurs chinois ont approuvé le premier vaccin anti-Covid inhalable au monde, mis au point par CanSino Biologics. Il pourra être utilisé comme dose de rappel, mais le fabricant n'a pas précisé la date de commercialisation du sérum. AFP, 06/09/2022

Espace

• La Chine a annoncé la découverte d'un nouveau minerai sur la Lune, à la concentration en hélium-3 très élevée, un carburant rare et précieux pour la fusion nucléaire.

